

**Adoption de la stratégie nationale de lutte  
contre la corruption 2023-2027 : Un pas crucial vers une  
gouvernance transparente au Mali**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 15 SEPT 2023

**1425**

**Malikilé**

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Pour « Atteinte au crédit de l'État »**

**Ben le Cerveau garde prison**



74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine : Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali



La menace est globale  
La communication gouvernementale doit l'être !



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**14** Sept.  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



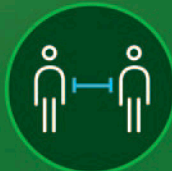
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**12**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet  
d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.18



P.27



## / Une /



Pour « Atteinte au crédit de l'État »  
Ben le Cerveau garde prison

P.4

## / Breves /



Mali : Trois obus ciblent la zone aéroportuaire de Tombouctou  
Fête de l'indépendance au Mali : Assimi Goïta suspend les festivités de cette année  
Lutte contre l'insécurité : Un couvre-feu d'1 mois reconductible instauré à Tombouctou  
Élection secrétaire général du comité syndical de la BDM SA :  
Papa Sadio Traoré, réélu haut la main

P.12

P.12

P.13

P.14

## / Actualité /



Des civils ciblés par la CMA et l'iyad : Le cœur en lambeaux et l'âme en berne après l'attaque du bateau Tombouctou  
Soutien aux FAMA : Les populations de Kadiolo mobilisent 1 million CFA et plus de 11 tonnes de céréales

P.16

P.18

## / Politique /



74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine :  
Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali  
Adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption 2023-2027 :  
Un pas crucial vers une gouvernance transparente au Mali  
La menace est globale : La communication gouvernementale doit l'être !  
Classe politique malienne : Faire sa mue ou périr  
Semaine Nationale de la Réconciliation (SENARE) : Le sort de l'accord d'Alger inévitablement fixé à la prochaine édition

P.21

P.22

P.24

P.25

P.27

## / Culture & Société /



Ça se passe au grin :  
Qu'est-ce qui ne va pas ?

P.29

## / International /



Contribution : La laïcité la plus bête du monde !  
En Afrique : La Türkiye, la Russie et la chine pourraient combler le vide laissé par la France

P.30

P.32

## / Sport /



Des internationales maliennes racontent leur mise à l'écart de la sélection :  
Le Mali se fait du mal

P.34

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



## Pour « Atteinte au crédit de l'État »

### Ben le Cerveau garde prison

**H**ier jeudi 14 septembre 2023, le Tribunal de Grande Instance de la Commune 6 du District de Bamako sis à Sogoniko a prononcé son verdict dans l'affaire

Adama Diarra, connu sous le nom de Ben le Cerveau. Membre du Conseil National de la Transition (CNT) et président du mouvement «Yèrèwolo Debout sur le Rempart», grand soutien de

la transition, il a été condamné à deux ans d'emprisonnement, dont un an ferme et un an avec sursis, pour « atteinte au crédit de l'État ». La décision a été prononcée par le tribunal spécialisé

dans la lutte contre la cybercriminalité en Commune VI de Bamako.

La semaine précédente, lors du procès, le Dr Adama Coulibaly,

procureur du tribunal spécialisé dans la lutte contre la cybercriminalité, avait requis une peine de deux ans de prison ferme et un an avec sursis. Hier jeudi, le tribunal a confirmé cette déci-

sion en condamnant Adama Ben Diarra à un an de prison ferme et un an avec sursis.

Cette affaire a suscité une grande attention médiatique



et politique au Mali en raison de la position éminente de Ben le Cerveau au sein du CNT et de son rôle de leader au sein du mouvement «Yèrèwolo Debout sur le Rempart», qui a joué un rôle actif dans la chute du défunt président Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, et dans les événements politiques récents.

Le tribunal a également rappelé à Adama Diarra qu'il avait le droit de faire appel de la décision, conformément à la loi malienne. Il peut porter son cas devant la cour d'appel et, en dernier recours, devant la Cour de Cassation, la plus haute instance judiciaire du Mali.

En réaction à la condamnation, les militants du mouvement «Yèrèwolo Debout sur le Rempart» ont appelé leurs partisans au calme et à la sérénité. Ils ont souligné l'importance du respect de la loi et de la justice pour

la construction d'un Mali meilleur et prospère, rappelant que personne n'est au-dessus de la loi. Toutefois, ils feront appel de cette décision dans les jours à venir.

Cette affaire, la deuxième du genre après celle d'Issa Kaou N'Djim, marque un nouveau développement dans le paysage politique malien et soulève des questions sur les limites de l'engagement politique et de la liberté d'expression dans le contexte de la transition politique en cours au Mali. Elle continuera à être suivie de près par la société malienne et la communauté internationale. D'ores et déjà, les spécialistes du droit sont très divisés quant à l'interprétation que le procureur a faite de l'infraction «atteinte au crédit de l'État». De plus, la classe politique et les hommes des médias expriment leur inquiétude quant à la liber-

té d'expression, qu'ils estiment violemment atteinte sous le régime de la rectification de la transition.

■ **Moctar Sow**

**malikile.com**  
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLIQUITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74<sup>ème</sup> **Mali**

**MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER**

■ Chodi Ag



Le convoi qui a été attaqué ce matin à deux reprises entre Gossi et Doro suit son chemin ; la situation est sous contrôle.

Ce convoi est plus grand que certaines villes du Mali, quand les assaillants ont saboté un pont vers Gossi le volet génie militaire du convoi a utilisé des infrastructures mobiles (Pont) pour sa traversé.

les Forces Armées Maliennes ont tous les matériels nécessaires, la montée en puissance n'est plus un débat. Images d'illustrations des infrastructures mobiles.



■ Salif Diallo



Le cas Ben servira de leçon à d'autres aventuriers, nous ne pouvons plus permettre la chienlit dans notre pays.

■ Seydou Nantoume



On devient distant et silencieux quand les actes des autres nous déçoivent, et que les mots ne servent plus à rien!!!

■ Malick Konate



On a raté aussi des occasions. Mais, l'espoir est permis. Tout se passe très bien.  
CIO - MLIO  
#Bèki\_Takè

■ Malick Konate



#Mali - #VehiculePiégé : Dans un communiqué, le Préfet du Cercle de Kati a informé l'opinion nationale et internationale qu'un véhicule piégé avait été signalé sur la Route Nationale 3. Après enquêtes, le véhicule n'avait pas de produits dangereux. Il a été remis aux forces de défense et de sécurité pour enquêtes. Le Préfet a appelé les populations à rester calmes et à signaler tout cas suspect.

#Bèki\_Takè

REGION DE KOULIKORO  
\*\*\*\*\*  
CERCLE DE KAT  
\*\*\*\*\*

REPUBLIQUE DU MALI  
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI  
\*\*\*\*\*

COMMUNIQUE N° 09 /P-CKTI

Le Préfet du Cercle de Kati informe l'opinion nationale et internationale que des rumeurs ont circulé ce Jeudi 14 Septembre 2023, tendant au stationnement d'un véhicule piégé (bourré d'explosifs) sur la Route Nationale 3 (RN3), au niveau du quartier Kati Kôkô-Plateau.

Après investigations par les services spécialisés, ce véhicule ne contenait aucun produit dangereux. Le dit véhicule à, d'ailleurs, été remis à la Brigade Territoriale de la Gendarmerie de Kati pour les fins d'enquêtes.

Par conséquent, le Préfet appelle les populations de la ville de Kati et alentours au calme et à la sérénité.

Il les invite à collaborer avec les forces de défense et de sécurité en les signalant tout cas suspect.

Ampliations :  
- GRKK.....01P/CR  
- Dossier-Chrono.....02/03

Kati, le 14 Septembre 2023  
LE PREFET



## ■ Malick Konate



#France - #Culture : Le Ministère de la Culture a publié un communiqué officiel sur son site Web pour démentir les rumeurs qui circulent au sujet de la déprogrammation des artistes Burkinabés, Maliens et Nigériens.



### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 14/09/2023

Aucune déprogrammation d'artistes, de quelque nationalité que ce soit, n'est demandée ni par le ministère des Affaires étrangères, ni par le ministère de la Culture.

Pour des raisons de sécurité, la France a suspendu depuis le 7 août la délivrance de visas depuis Niamey, Ouagadougou et Bamako, ainsi que la mise en œuvre dans ces pays de nos actions de coopération culturelle.

Cette décision n'affecte pas les personnes qui seraient titulaires de visas délivrés avant cette date ou qui résident en France ou dans d'autres pays.

#### Contact presse Ministère de la Culture

Département de l'Information et de la Communication  
Tél : 01 40 15 63 31  
Mail : [service.presse@culture.gouv.fr](mailto:service.presse@culture.gouv.fr)  
[www.culture.gouv.fr](http://www.culture.gouv.fr)

3, rue de Valenciennes  
75001 Paris

## ■ Malick Konate



#France - #Culture : Après avoir effectué des recoupements, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture français n'ont demandé aucune déprogrammation d'artistes, quelle que soit leur nationalité.

Pour des raisons de sécurité, le 7 août 2023, la France a suspendu la délivrance de visas depuis Niamey, Ouagadougou et Bamako, ainsi que le déploiement de toute action de coopération culturelle dans ces pays. Cependant, cette décision ne concerne pas ceux qui possèdent déjà un visa délivré avant cette date ou ceux qui résident déjà en France ou dans un autre pays.

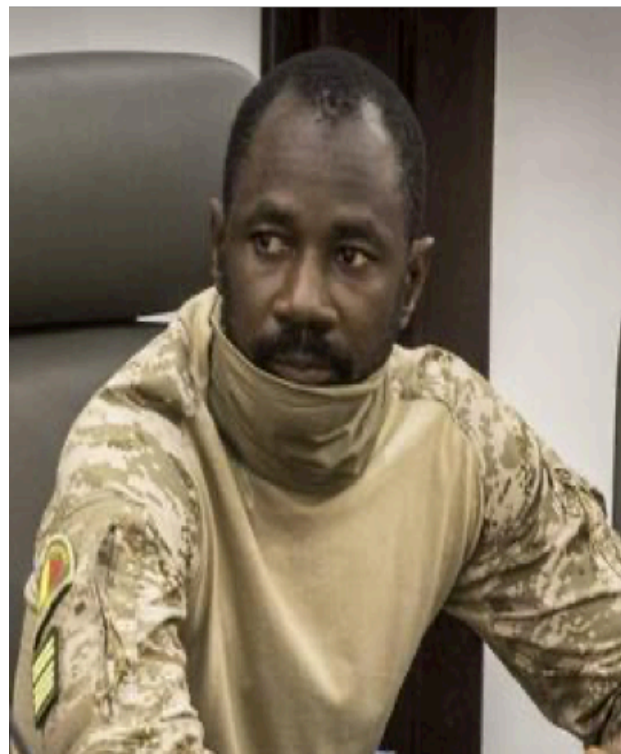
#Bèki\_Takè

## ■ Malick Konate



Au #Mali, Assimi Goïta annule la fête de l'indépendance

Cette décision survient alors que les tensions ne cessent de s'intensifier dans le nord du pays entre l'armée et les ex-rebelles indépendantistes...<https://www.jeuneafrique.com/.../au-mali-assimi-goita.../> Au Mali, Assimi Goïta annule la fête de l'indépendance



## ■ Malick Konate



#Mali - #Justice : Adama Diarra, également connu sous le nom de «Ben le Cerveau», vient d'être reconnu coupable par le tribunal spécialisé dans la lutte contre la cybercriminalité pour l'«atteinte au crédit de l'Etat». Il a été condamné à une peine d'un (01) an de prison ferme et d'un (01) an de sursis.

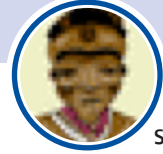
Rappelons que Adama Ben Diarra est membre du Conseil National de la Transition et leader du mouvement Yerewolo Debout sur les Remparts. À ce jour, sa nomination au CNT n'a pas été annulée.

#Bèki\_Takè





## ■ Séga DIARRAH



@segadiarra

Le #Mali est à la croisée des chemins, menacé par une nouvelle rébellion djihadiste-touareg dans un Sahel déjà instable. L'heure est grave, mais des solutions existent. Il faut une union sacrée de tous les Maliens pour éviter un scénario à la Vietnam ou Corée. La libération des prisonniers politiques et le retour des exilés sont impératifs. Appel à la CMA : déposez les armes et rejoignez la table des négociations. Le gouvernement doit œuvrer pour un Mali pacifique en 2024

## ■ Almahmoud ag Hainaha



Almahmoud ag Hainaha

@AgHainaha

La CMA aurait dû faire des photos de ses victimes avant de s'enfuir ou de nous envoyer les photos de ses prisonniers Wagner et le colonel dont elle parle dans son communiqué pour trancher entre les différents communiqués. Sinon nous on croit ce qu'on a vu

## ■ Befo Ras bath 2023,



Van damme de Yéré wolo debout sur le MCA entrée de corriger les verbes regretter en c moment méchant cam

## ■ Amara Doumbia



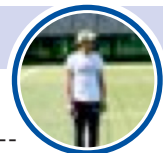
JE SUIS FAMA, JE NE COMMUNIQUE PAS, JE NE PARTAGE PAS LES ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES DE PORTER ATTEINTE À LEUR MORALE MALIEN & FIER

## ■ Mohamed Assaleh Ag Ibrahim



De Coeur avec toi camarade sache que tous les vrais ont ressentis la même peine que toi ce jours.  
Tu en sortiras grandi incha Allah !

## ■ Illily AG ELMEHDI



@illilyelansary

Moustapha Ould Dahi sur Facebook : ---

----- La population malienne en général et la population du nord Mali en particulier en ont un peu ras-le bol de cette guerre interminable. Cela fait plus de 11 ans que cette population est ballotée d'un pays à l'autre, d'un camp de réfugié à l'autre, ce qui fait une génération complète perdue. Aucune scolarisation aucun projet de vie, tout n'est qu'incertitude, insécurité et précarité. Pendant l'accalmie qui a suivi la signature des accords et pendant qu'IBK distribuait des millions sans compter au profit de responsables dits de « l'Azawad », ces derniers ne se sont guère soucier d'autre choses que d'eux même et parmi eux il y en a qui se sont enrichis de façon flagrante. Maintenant que les hostilités reprennent on fait appel à cette même population qu'on a piétiné hier et sur le dos de laquelle on s'est engraisé pendant des années sans vergogne. Je ne défends pas la junte militaire malienne, qui participe à ces hostilité car elle ne vaut pas mieux. Donc s'il vous

plait revenez tous à la raison et appliquer l'accord que vous avez signé. Les rebelles savent parfaitement que l'indépendance est une chimère (et d'ailleurs ils n'en veulent plus). Les autorités maliennes doivent comprendre que rien ne sera plus comme avant et que le nord ne peut plus être géré de façon centralisée depuis Bko. Si on se met ces deux réalités en face on peut facilement trouver un compromis inter maliens. De grâce arrêter ces hostilités, on en a déjà assez vu des cadavres mutilés, des infrastructures détruites, cela ne servira à rien et ne fera pas de vous de héros de part et d'autres. Ceux qui envoient leurs sbires crier pour inciter et exciter les jeunes à la reprise des hostilités sont en sécurité et tapis dans l'ombre et ils le font pour leurs propres intérêts. De grâce, au Nom de Allah, au nom de tout ce en quoi vous croyez arrêtez ce massacre, arrêtez s'il vous plait. Ayez pitié de cette population misérable qui n'a rien demandé à personne. S'il vous plait ! Moustapha Ould Dahi

## Wassim Nasr



@SimNasr

#Mali #JNIM #AQMI images d'un helico de transport de #Wagner détruit après un affrontement #Ségou // les jihadistes affirment qu'un helico a été descendu le 8 sept et qu'un autre a été détruit au même endroit le 9 sept par Wagner suite à son endommagement dans un 2e affrontement

## Mame2.0



@bashou\_sn

TOUT D'UN COUP, alors que les discussions sur un potentiel numéro 2 au sein de Pastef s'intensifient, le

doyen des juges DURCIT la situation de Bassirou Diomaye Faye. Il est désormais accusé — comme Ousmane Sonko — d'appel à l'insurrection, d'association de malfaiteurs, d'atteinte à la sûreté de l'État et de complot contre l'autorité de l'État.





# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



# L'INPS

## AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS\_Mali  
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

## Mali: Trois obus ciblent la zone aéroportuaire de Tombouctou



**-Deuxième incident du genre en moins d'une semaine**

**Au moins trois obus ont visé jeudi la zone aéroportuaire de Tombouctou dans le nord du pays sans faire de dégâts, a annoncé l'état-major général des Armées du Mali dans une note consultée par Anadolu.**

« Ce matin 14 septembre 2023 aux environs 07h20, 03 obus sont tombés dans la zone aéroportuaire de Tombouctou sans faire de dégâts », a indiqué la même source sans donner plus de détails sur la provenance de ces obus.

L'Etat-major des armées du Mali ajoute en outre que « l'évaluation des dégâts est en cours ».

Le 11 septembre courant, 3 obus d'artillerie ont visé l'aéroport de Tombouctou, sans causer de pertes en vies humaines.

Sky Mali, la seule compagnie aérienne opérant des vols vers Tombouctou, a annoncé le 11 septembre que les vols étaient suspendus pour des raisons de sécurité.

Pour rappel, Tombouctou, est assiégée depuis près d'un mois par les éléments du JNIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans), la branche d'Al-Qaida au Maghreb (AQMI).

En août, Talha Abou Hind, le commandant régional de Tombouctou du JNIM, déclare la guerre à l'armée malienne qui a "fait entrer des mercenaires de Wagner dans le pays", et les camions transportant des marchandises

vers Tombouctou sont empêchés d'entrer dans la ville.

Depuis le mois d'août et à ce jour, la ville est inaccessible par voie terrestre.

Quarante-neuf passagers ont été tués le 7 septembre lors d'une attaque à la roquette contre le bateau "Tombouctou" reliant le nord au sud du pays sur le fleuve Niger.

Source : <https://www.aa.com.tr/fr>

## Fête de l'indépendance au Mali: Assimi Goïta suspend les festivités de cette année

**Le président de la transition, Assimi Goïta, a suspendu la cérémonie commémorative de la fête de l'indépendance au Mali, prévue le 22 septembre 2023. Une décision qui fait suite à la récente série macabre d'attaques terroristes perpétrées contre les populations civiles et les éléments des forces de défense et de sécurité maliennes.**

**Le colonel Assimi Goïta annule les festivités de la fête de l'indépendance au Mali**

La cérémonie commémorative de la fête de l'Indépendance au Mali prévue le 22 septembre prochain est suspendue. Ainsi en a décidé le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta en conseil des ministres du mercredi dernier. En effet, cette décision est motivée par la série macabre d'attaques terroristes perpétrées contre les populations civiles et les éléments des Forces de défense et de sécurité maliennes, à travers l'attentat sauvage et barbare contre le bateau « Tombouctou », les assauts sur les camps des villes de Bamba, Gao et Bourrem, respectivement le 7, 8 et 12 septembre 2023.

« Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, a décidé de surseoir aux activités festives du 22 septembre 2023, marquant la commémoration de l'indépendance de notre Pays, qui sera célébrée dans la sobriété et dans l'esprit du sursaut national », a annoncé Assimi Goïta en conseil des ministres avant d'instruire « le Gouvernement d'orienter les ressources financières prévues pour lesdites activités à l'assistance aux victimes des actes terroristes et au soutien des populations endeuillées ».

Tout en présentant ses condoléances les plus attristées aux familles endeuillées et souhaitant prompt rétablissement aux blessés suite à ces événements tragiques et barbares, le chef de l'Etat a condamné avec la plus grande fermeté ces agressions lâches et odieuses contre le peuple malien. Par ailleurs, le conseil des ministres n'a

pas manqué de réitérer la volonté inébranlable des Autorités de la Transition à mettre tout en œuvre pour la défense nationale, la préservation de la sécurité et de

l'intégrité des populations et de leurs biens.

Afrique-sur7



### Lutte contre l'insécurité: Un couvre-feu d'1 mois reconductible instauré à Tombouctou

Face aux exigences et à la nécessité, le gouverneur de la région de Tombouctou décide de s'assumer. Le représentant de l'Etat dans la région a instauré, depuis le lundi 11 septembre dernier, un couvre-feu de 30 jours, reconductible sur toute l'étendue de la ville des 333 saints.

La décision surprenante a fait l'objet d'annonce depuis le 11 septembre dernier. Une mesure qui, rappelle le gouverneur, reste conforme non seulement à la constitution en vigueur, mais aussi et surtout à la charte de la transition. Via l'annonce qu'il a voulu faire, le responsable du lieu soutient que sa décision a

été prise sur la base de plusieurs textes du pays. Parmi lesquels figurent, entre autres, l'Ordonnance N°36/PCG du 28 mars 1959, portant loi sur la liberté de réunion ; le Décret N°2020-0238/PT-RM du 2 décembre 2020, portant nomination de Gouverneurs de régions et du District de Bamako. En conformité des textes qu'il a voulu énumérer, le gouverneur dit être « instauré, sur toute l'étendue de la région de Tombouctou, un couvre-feu de 30 jours reconductible, allant du lundi 11 septembre 2023 au mardi 10 octobre 2023 de 20 heures 00 minute à 6 heures du matin ». Cette mesure ne s'applique pas aux véhicules et engins de services appartenant aux Forces de Défense et de Sécurité. Les Forces de Défense et de Sécurité sont chargées de l'exécution de la décision du Gouverneur, ajoute-on dans la publication.

Mamadou Diarra

Source : LE PAYS



## Élection secrétaire général du comité syndical de la BDM SA : Papa Sadio Traoré, réélu haut la main

**Papa Sadio TRAORE, réélu haut la main Réuni en assemblée générale ordinaire le jeudi 24 août dernier, le personnel de la Banque de Développement du Mali (BDM-SA) a élu à l'unanimité M. papa Sadio TRAORE, pour conduire les destinées du comité syndical pour un nouveau mandat de 5 ans.**

Les résultats du vote ont donné 295 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention. Secrétaire Général sortant, il rempile pour un nouveau bail pour défendre les intérêts matériels et moraux des 500 travailleurs que compte le réseau de la BDM- SA. Conformément à la pratique, une délégation du SYNABEF conduite par son Secrétaire Général M. Hamadou BAH était au rendez-vous. Papa Sadio TRAORE n'avait pas de challenger. Ce qui démontre la solidité du bilan du bureau sortant. Et donc l'adhésion totale des militants qui ont tenu à lui renouveler leur

confiance. En effet, l'équipe de Papa Sadio TRAORE peut légitimement se prévaloir d'avoir contribué à apaiser grandement les rapports entre la Direction Générale de l'établissement et les travailleurs tout en obtenant des droits substantiels en terme de motivation, de récompense et d'appui moral au profit du personnel primes et autres avantages et soutiens divers aux agents en difficulté (le pouvoir d'achat via un accord d'établissement historique, la poursuite du projet foncier, le développement des activités sociales, festives et sportives, la pratique de la solidarité tant interne qu'externe. Pour les 5 ans à venir le nouveau bureau du comité syndical de la BDM SA se fixe entre autres objectifs : la consolidation des acquis (accord d'établissement, projet foncier), le lancement d'un vaste projet immobilier, divers projets relatifs à la santé, à la restauration au développement du sport en entreprise, à la culture d'entreprise, à l'amélioration et à la valorisation du capital humain...

Source : LE PAYS



**OFFICE CENTRAL DE LUTTE  
CONTRE L'ENRICHISSEMENT  
ILLICITE**

\*\*\*\*\*

**SECRETARIAT GENERAL**

\*\*\*\*\*

**SERVICE COMMUNICATION**



**REPUBLIQUE DU MALI**

*Un Peuple – Un But – Une Foi*

\*\*\*\*\*

## **Communiqué de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite**

### **- OCLEI -**

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion publique qu'une version provisoire et confidentielle de son rapport intitulé « Analyse des subventions accordées aux établissements privés de l'enseignement secondaire général, technique et professionnel - Période 2014 – 2021 » a été diffusée sur les réseaux sociaux et dans la presse sans son accord.

L'OCLEI décline toute responsabilité quant à la diffusion de ce document provisoire et non destiné au public.

L'OCLEI rappelle son attachement au respect des principes de la confidentialité, de la présomption d'innocence et du contradictoire et ne saurait s'associer à aucune action qui viole ces principes.

L'OCLEI invite l'opinion publique, la presse et les acteurs de l'Education nationale à faire preuve de prudence dans cette situation.

L'OCLEI sait pouvoir compter sur la bonne compréhension des uns et des autres.

**Bamako, le 7 septembre 2023**

**Le chef du Service de la Communication**



**Seybou KEITA,**  
Journaliste

## Des civils ciblés par la CMA et Iyad : Le cœur en lambeaux et l'âme en berne après l'attaque du bateau Tombouctou



Comme nous l'avons toujours dénoncé dans nos colonnes, nous pensons qu'il n'y pas plus de doute sur la collusion entre la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), notamment le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad), et Iyad Ag Ghali, fondateur d'Ançar Dine puis maintenant du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) inféodé à Al Qaeda au Maghreb islamique (AQMI).

Cela est devenu plausible depuis que les Forces armées maliennes (FAMA) ont empêché leurs mercenaires d'occuper la base de la Minusma à Ber convoité par la CMA pour mieux protéger et développer ses trafics, ses activités criminelles. Mais, nous étions loin d'imaginer que la CMA allait pousser la lâcheté jusqu'à cibler un bateau majoritairement rempli de civils innocents. Désormais, les autorités de la Transition savent à quoi s'en tenir parce que cet acte crapuleux enterre définitivement l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

**C**rapuleux, monstrueux, horrible, terrible, inhumain... Aucun mot d'un quelconque vocabulaire ne saurait décrire ou condamner comme il le faut avec exactitude l'acte qui a visé le bateau «Tombouctou» jeudi dernier (7 septembre

2023). Ce triste jour, une double attaque terroriste complexe a visé la position de nos Forces armées (FAMA) à Bamba (Gao) et contre le bateau «Tombouctou» de la Compagnie malienne de la navigation fluviale (COMANAF). Le bilan provisoire

fait état d'au moins 49 civils et 15 militaires tués, des blessés, ainsi que de passagers disparus, des dégâts matériels sur le bateau. Au moins 100 civils ont été tués dans cette à ce jour selon des sources indépendantes. La majorité des victimes de l'attaque



du bateau sont des femmes, des enfants et des adolescents

Les FAMA ont tué une cinquantaine de terroristes dans leur riposte. Comme le disait un compatriote dépité par tant de barbarie, «l'image est insoutenable. Voir le bateau en feu et savoir qu'il transportait des innocents qui n'ont rien demandé si ce n'est le fait d'être protégés sur leur propre territoire. C'est révoltant et inadmissible. L'Etat doit s'assumer pour faire finalement cette guerre de Kidal pour déloger les criminels sans foi ni loi. Il y va du devenir du Mali». Et dire que cet acte ignoble a été commis par ces monstres assoiffés de sang avec qui nous vivions il y a peu de temps et pour qui la République était aux petits soins au nom d'un Accord de paix auquel ils ne se sont jamais soumis d'ailleurs que quand cela était en leur faveur. Quand il a été question que chacun joue pleinement et sérieusement son rôle dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale (APR), ils ont inventé des prétextes, des arguments fallacieux pour se soustraire, se mettre à l'écart.

Il est vrai que c'est le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) d'Iyad Ag Ghali qui aussitôt revendiqué l'attentat contre le Tombouctou et l'attaque contre poste des FAMA à Bamba. Mais, nous savons tous aussi que les vrais exécutants sont les mercenaires de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). GSIM-CMA ! C'est blanc bonnet, bonnet blanc ! GSIM = CMA ! Toutes les épreuves sont aujourd'hui établies pour confirmer cette thèse. Depuis le camouflet infligé par les FAMA après l'échec de ses mercenaires à prendre le contrôle du camp Minusma de Ber, la CMA a promis la guerre totale au Mali avec sans doute les moyens logistiques et matériels gracieusement offerts par la France.

Et aujourd'hui, nous savons quel sens ces criminels enturbannés donnent à cette menace : tenir l'image de l'Armée par la propagande ; semer la terreur et créer la psychose au sein des populations pour mettre à mal notre unité et la cohésion nationale

autour de nos Forces de Défense et de Sécurité. Cela à commencer par une nauséabonde campagne de déstabilisation psychologique en faisant croire que les FAMA allaient s'inscrire dans l'amalgame et livrer une guerre de faciès dont les populations seraient les principales victimes. En réalité, cela leur servait aussi de bouclier parce que les leaders de la CMA savent que les opérations de l'Armée allaient mettre en évidence leur collusion avec le GSIM dont ils représentent l'aile politique. De vrais chevaux de Troie imposés à la République par l'APR.

Heureusement que la hiérarchie militaire a su rapidement court-circuiter cette campagne de désinformation en parvenant à convaincre les populations que l'ennemi est bien identifié et que l'Armée était là pour défendre les Maliens et leurs biens sans distinction aucune. Échec et mat ! Il fallait changer de stratégie et la CMA/GSIM a opté pour le blocus des villes comme Gao et Tombouctou afin d'étouffer les populations et les pousser à la révolte. Un scénario pas tenable longtemps à cause de la résilience manifestée par les populations.

#### RESTONS SOUDES DERRIERE NOS FAMA

Finalement, ces présumés ex-rebelles ont montré leur vrai visage : des criminels au service du terroriste Iyad qui impose la terreur aux populations maliennes au nom de tout sauf de la Jihad ! Sinon comment cibler un bateau bondé de civils pour faire mal à une armée ou à un régime militaire ? Et cela sous prétexte que le bateau transportait une relève militaire et du carburant destiné à l'armée ! Quelle certitude avaient-ils que l'islam au nom de laquelle ils sont présumés se battre n'est pas aussi la religion des civils à qui ils ont ôté la vie ?

On ne saurait donner des qualificatifs à leur pratique qui ne sied à aucune forme de doctrine. En réalité, ces présumés Jihadistes ne sont que des ennemis de Dieu, des hommes et de l'islam car rien ne saurait justifier les crimes abominables qu'ils

commettent au nom de cette pacifique et tolérante religion qui sacralise surtout la vie humaine. Quelles sont les vraies motivations d'une telle attaque contre un moyen de transport de civils en masse ?

Bien sûr qu'il s'agit de semer la peur et la terreur pour retourner les populations contre les dirigeants et l'armée ! «Peine perdue car cela ne ferait que renforcer la résilience des parents des victimes et du reste de la population», assure un chroniqueur politique. Et nous sommes parfaitement de son avis. C'est dur à accepter, une telle tragédie. Elle heurte l'esprit et notre conscience collective. Mais, nous devons tenir bon et continuer à faire preuve de résilience en se disant que le bout du tunnel n'est plus loin. En effet, l'attitude actuelle de l'ennemi est celle d'une bande aux abois et qui veut survivre par des attaques désespérées isolées au lieu de d'affronter les Forces de défense et de sécurité sur le vrai théâtre des opérations.

En dehors de la montée en puissance des FAMA, l'une des armes les plus redoutables pour faire échec au sinistre dessein que ces obscurantistes veulent nous imposer est de faire preuve de «vigilance et d'union sacrée» derrière l'armée malienne. Quand, ils verront qu'aucun plan de leur stratégie machiavélique ne réussit à nous diviser pour favoriser leur règne, ils comprendront qu'ils n'ont d'autre choix que de se soumettre aux lois de la République ou continuer à affronter les FAMA à leur risque et péril !

Comme le disait Cheick Boucadry Traoré, président fondateur du parti Convergence Africaine pour le Renouveau (CARE), «le destin du Mali ne doit point basculer. Nous devons sortir de la crise et faire naître un nouveau Mali plus prospère qui fera la fierté des générations futures...». Que Dieu bénisse ce Mali qu'ils haïssent tant à cause des intérêts personnels inavouables !

■ **Moussa Bolly**  
Source : Le Matin

## Soutien aux FAMA :

# Les populations de Kadiolo mobilisent 1 million CFA et plus de 11 tonnes de céréales

Les 5 et 6 mai 2023, le cercle de Kadiolo a organisé des initiatives de soutien aux autorités de la République et des actions de collecte en faveur des Forces armées maliennes (FAMA). Les fonds et les céréales collectés ont été remis le 6 septembre 2023 aux bénéficiaires. La cérémonie a été présidée par le gouverneur de la région de Sikasso, Mme Kanté Marie Claire Dembélé, en présence aux autorités régionales (administratives, politiques, militaires, légitimités traditionnelles...).



« Montrer aux plus hautes autorités maliennes et à nos FAMA notre reconnaissance, notre solidarité et notre adhésion entière aux initiatives en cours dans notre pays » ! C'est le sens que le président du Conseil de cercle de Kadiolo, M. Moulaye Diabaté, a donné aux actions initiées en mai dernier par les populations de Kadiolo en soutien à la transition et aux Forces de défense et de sécurité (FDS) du pays.

Il s'agit notamment de collecte de fonds et de céréales pour les FAMA.

Au cours d'une cérémonie organisée le 6 septembre 2023 dans la salle de conférence du gouvernorat de Sikasso, une enveloppe symbolique de 1 million F Cfa et 11,5 tonnes de céréales (mil et maïs) ont été remises par le président du Conseil de cercle au préfet de Kadiolo. Ce dernier a, à son tour, remis les dons au gouver-

neur avant que le Commandant Abdramane Coulibaly ne les reçoive au nom des FAMA. Ces dons ont été recueillis lors d'un téléthon, la collecte auprès des forces vives et l'opération de collecte de céréales à laquelle les différents villages du cercle ont contribué.

Pour la circonstance, le président du Conseil de cercle de Kadiolo a loué les sacrifices consentis par nos FDS

pour la protection des personnes et de leurs biens au quotidien ainsi que pour la défense de l'intégrité du territoire national. «C'est le lieu de rendre un hommage appuyé à toutes les victimes militaires tombées sur le champ de l'honneur et à leurs familles qui ont besoin de la solidarité de tous et de chacun», a souligné Moulaye Diabaté. «Tout Kadiolo est derrière les FAMa», a-t-il conclu en adressant aussi ses remerciements et sa reconnaissance au Colonel Abdoulaye Maïga (ministre d'Etat, ministre de l'Administration et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement) pour avoir accepté d'associer son image à ces journées de reconnaissance en tant que parrain.

Pour le président du Conseil local de la jeunesse de Kadiolo, Abdoulaye Touré, cette initiative est une reconnaissance des efforts consentis par les autorités de la transition afin de relever le pays et aussi du sacrifice consenti par nos FDS pour reconquérir l'intégrité du territoire national, pour sécuriser les Maliens et leurs biens. «La reconnaissance de ce sacrifice est un devoir de la population vis-à-vis de nos porteurs d'uniformes», a rappelé M. Touré.

### Quand Kadiolo fait la légitime fierté de la République

Prenant la parole, le représentant du maire de Sikasso n'a pas manqué de «remercier cette brave population de Kadiolo pour ce geste hautement patriotique. Au risque de me tromper, c'est la seconde fois que nous retrouvons dans cette même salle pour accueillir les populations de ce cercle. Pour rappelle, le Secrétaire général de la commune rurale de Fourou a aussi renoncé un moment à une partie de son salaire en soutien aux Forces armées maliennes (FAMa)». Pour Abdramane Sidibé, adjoint au maire de Sikasso, «les populations de Kadiolo viennent de faire vibrer le cœur de l'ensemble des Maliens par ce geste. Mais, ce n'est pas surprenant car cette population a toujours été citée pour sa bravoure».

A noter que l'Association des res-

sortissants et sympathisants du cercle de Kadiolo à Sikasso a aussi apporté sa contribution à cet acte patriotique. «Une partie de Kadiolo se trouve à Sikasso aussi. Nous sommes les ambassadeurs du Folona au Kéné Dougou. C'est aussi rappeler aux autorités régionales qu'elles n'ont pas toujours besoin de se déplacer ou d'envoyer des correspondances pour joindre les habitants de Kadiolo. Nous pouvons servir de relais en cas de besoin, en cas de nécessité. Nous assumons notre appartenance au cercle de Kadiolo et nous comptons pleinement jouer, comme toujours, dans tout ce qui le concerne», a déclaré M. Yaya Sanogo, président de la dite association et proviseur du lycée technique de Sikasso.

Et de poursuivre, «nous comptons toujours apporter notre pierre à l'édifice national, à l'œuvre de construction nationale sur tous les chantiers. Le pays ne pourra jamais se relever si nous ne prenons pas conscience que chacun de nous doit assumer son devoir et ses responsabilités, individuellement ou en groupe comme notre association. Il est important qu'on se donne la main, ressortissants de Kadiolo, populations de Sikasso et citoyens maliens».

«Nous sommes fiers de nos populations... Au nom du ministre de la Défense et des Anciens combattants, de l'Etat-major général des Armées et de l'ensemble des Forces de défense et de sécurité maliennes, je dis merci aux populations de Kadiolo. C'est un jour inoubliable pour les FDS...», a déclaré le Commandant Abdramane Coulibaly en prenant la parole au nom de toutes les FAMa.

«C'est avec une immense fierté et une profonde gratitude que je reçois aujourd'hui, au nom du président de la Transition, Colonel Assimi Goïta, et au nom des FDS, ces généreux dons de la part des populations de Kadiolo à nos vaillantes Forces de défense et de sécurité», a assuré le gouverneur de Sikasso, Mme Kanté Marie Claire Dembélé. Pour elle, «cette initiative démontre une fois de plus que la solidarité et l'unité

restent les piliers de notre société... En ce temps où la sécurité de nos concitoyens est une préoccupation majeure, votre geste est un témoignage éclatant de votre engagement pour la protection et la stabilité de notre région».

«Les FDS de Sikasso jouent un rôle essentiel dans le maintien de la paix et de la sécurité. Ces hommes et femmes sont nos gardiens, nos protecteurs et nous sommes tous redevables envers eux pour leur dévouement inlassable», a reconnu Mme Kanté. Pour Madame le gouverneur, cette contribution n'est pas seulement «un soutien matériel, mais aussi un message puissant de reconnaissance et de soutien moral». Elle a salué les populations du Folona pour leur «sens du devoir envers notre communauté» et pour leur «générosité». Et de rappeler, «nous devons tous être inspirés par cet exemple de solidarité pour continuer à travailler ensemble en vue de préserver la sécurité et la prospérité de notre région».

Au cours de la cérémonie, Madame le gouverneur de la région de Sikasso a fait observer une minute de silence à la mémoire de toutes les victimes militaires et civiles de la crise multidimensionnelle à laquelle notre pays est confronté depuis des années. A noter qu'à son arrivée dans la capitale du Kéné Dougou, la délégation de Kadiolo a été accueillie par les membres de l'Association des ressortissants et sympathisants du cercle de Kadiolo à Sikasso dans la famille de Moumine Bamba, fils de Bakary Bamba qui a été chef de Canton du Folona.

■ **Moussa Bolly**  
Source : Le Matin



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL  
GRATUIT

80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

# 74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine : Discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali



**S**.E.M. Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale,

Chers invités et chers compatriotes,

**Bonsoir!**

Tout à bord, je vous invite à observer une minute de silence, en mémoire des victimes dans les attaques terroristes survenues il y a quelques jours au Mali et des victimes des catastrophes naturelles qui ont frappé récemment le Maroc et la Libye.

**Merci!**

C'est un grand plaisir pour moi de vous accueillir ici au CICB, pour fêter le 74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. Je tiens à adresser mes plus vifs remerciements à S.E.M. Abdoulaye DIOP, Représentant du gouvernement malien, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et les autres personnalités ici présentes, malgré leurs agendas bien chargés, leur présence démontre la haute qualité

des relations sino-maliennes.

Avant de continuer, permettez-moi de dire quelques mots en Chinois à mes compatriotes.

亲爱的同胞们，值此中华人民共和国成立74周年之际，我谨代表中国驻马里大使馆，向你们致以节日的问候！让我们共同祝愿我们伟大的祖国繁荣昌盛，人民幸福安康！

**Mesdames, Messieurs et chers amis,**

L'année 2023 marque le 74ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine et le 45ème anniversaire de la réforme et de l'ouverture de la Chine. Le peuple chinois travaille d'arrache-pied sous la direction du Parti communiste chinois, pour réaliser son rêve millénaire du grand renouveau de la nation chinoise. Après avoir réussi la construction d'une société de moyenne aisance à tous égards et a historiquement éradiqué la pauvreté absolue, la Chine a maintenu un développement bien stable avec un taux de croissance de PIB à 5,5% dans la

première moitié de l'année 2023. La stabilité et le développement de la Chine contribuent énormément au rétablissement de l'économie mondiale après la crise Covid-19. Dans le futur, la Chine insistera sur la promotion d'une ouverture de haut niveau au monde extérieur et de la modernisation chinoise sur tous les fronts avec un développement de haute qualité, ce qui apportera de nouvelles opportunités de développement aux autres pays du monde.

**Mesdames, Messieurs et chers amis,**

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Mali, quels que soient les aléas de la situation internationale, les deux pays ont réalisé un développement sain et durable des relations bilatérales dans de nombreux domaines. La confiance politique mutuelle n'a cessé d'approfondir. Les deux pays se soutiennent mutuellement sur des sujets des intérêts fondamentaux, surtout sur les questions concernant la souveraineté, l'intégrité territoriale et la voie de développement indépen-

dante.

Les coopérations bilatérales ont porté d'abondants fruits, tels que le troisième Pont de Bamako, l'Hôpital du Mali, la Centrale hydroélectrique de Gouina, le projet de la Cité universitaire de Kabala (phase I et II), le projet pilote de l'électrification des villages par l'énergie solaire et le CICB où nous sommes. La Chine accompagnera toujours le Mali sur la voie de développement.

#### **Mesdames, Messieurs et chers amis,**

Cette année marque le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'envoi de mission médicale chinoise à l'étranger et le 55<sup>ème</sup> anniversaire de l'envoi de mission médicale chinoise au Mali. Au cours des 60 années, les missions médicales chinoises ont réussi à perpétuer l'humanitarisme pour servir de tout cœur les peuples des pays bénéficiaires, démontrant leur compétence professionnelle et leur intégrité morale. Elles ont contribué au développement médical et à l'amélioration du niveau sanitaire du peuple local. Depuis l'année 1968, 28 équipes ont été envoyées au Mali, avec environ 900 médecins. Ils courent contre le temps, main dans la main avec leurs confrères maliens pour sauver la vie. Pour soutenir la cause sanitaire malienne, le gouvernement

chinois offre chaque année un lot de médicaments et matériels médicaux, dont la valeur cumulée s'élève à plus de 3 milliards de Francs CFA à ce jour.

#### **Mesdames, Messieurs et chers amis,**

Cette année marque aussi le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la visite historique du président chinois Xi Jinping en Afrique, durant laquelle il a avancé le principe de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi pour les relations sino-africaines. Durant le dernier sommet des BRICS, le président Xi Jinping et le président sud-africain Matamela Cyril Ramaphosa ont coprésidé le Dialogue des dirigeants chinois et africains. A cette occasion, le président Xi Jinping a avancé trois propositions pour renforcer la coopération sino-africaine, notamment l'Initiative pour le soutien à l'industrialisation de l'Afrique, le Programme d'assistance à la modernisation de l'agriculture de l'Afrique, et le Plan de coopération sino-africaine pour le développement des talents.

En octobre prochain, le 3<sup>ème</sup> Forum de «la Ceinture et la Route» aura lieu en Chine, et en 2024, nous organiserons en Chine la prochaine conférence du FOCAC. Elles offrent de nouvelles occasions pour la Chine

et l'Afrique de se réunir et d'envisager le développement futur, afin de faire rayonner davantage leur amitié traditionnelle, d'approfondir leur solidarité et de favoriser un développement vigoureux de leur coopération.

#### **Mesdames, Messieurs et chers amis,**

Aujourd'hui, la Chine, le Mali et d'autres pays africains se trouvent tous à une étape cruciale du renouveau national. La réussite de la modernisation chinoise montre que la modernisation n'est pas un privilège exclusif de certains pays, mais un droit inaliénable de tous les pays, surtout des pays en voie de développement. L'engagement commun de la Chine et de l'Afrique à promouvoir la modernisation sur leurs propres fondements politiques, sociaux et culturels apportera certainement des énergies positives pour la construction de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité.

Vive la République populaire de Chine!  
Vive la République du Mali!  
Vive l'amitié sino-malienne!  
Je vous remercie

## Adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption 2023-2027: Un pas crucial vers une gouvernance transparente au Mali

**L**e Conseil des Ministres du Mali, lors de sa session du 23 août 2023, a adopté un projet de décret approuvant la Stratégie nationale de lutte contre la Corruption et son Plan d'actions 2023-2027. Cette initiative, présentée par le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions,

Ibrahim Ikassa Maiga, vise à doter le pays de mécanismes opérationnels et efficaces de lutte contre la corruption, tout en promouvant la bonne gouvernance, le respect des Droits de l'Homme et les règles d'éthique et de transparence.

Les axes stratégiques de la stratégie sont les suivants :

#### **Gouvernance et réformes:**

Cet axe vise à renforcer la gouvernance dans tous les secteurs et institutions du pays. Il met l'accent sur la nécessité de mener des réformes structurelles pour améliorer la transparence, l'efficacité et la responsabilité des acteurs publics. L'objectif est de créer un environ-



nement propice à la lutte contre la corruption et à la promotion d'une gestion saine des affaires publiques.

### **Prévention des faits de corruption :**

La prévention est un élément essentiel de la lutte contre la corruption. Cette stratégie met en place des mesures préventives visant à réduire les opportunités de corruption et à promouvoir une culture de l'intégrité. Cela inclut la sensibilisation des citoyens, la formation des fonctionnaires, la simplification des procédures administratives et la mise en place de mécanismes de contrôle et de surveillance.

### **Répression et réparation :**

La répression des actes de corruption est un élément indispensable de toute stratégie anti-corruption efficace. Cette stratégie prévoit des mesures spécifiques pour enquêter sur les cas de corruption, pour-

suivre les auteurs et les complices, et récupérer les biens mal acquis. Il est également important de garantir une justice indépendante et équitable pour assurer l'efficacité de ces mesures de répression.

### **Communication :**

La communication joue un rôle crucial dans la sensibilisation du public et la mobilisation de tous les acteurs de la société dans la lutte contre la corruption. Cette stratégie met en place des actions de communication ciblées pour informer et éduquer les citoyens sur les dangers de la corruption, les mécanismes de signalement et les initiatives prises par le gouvernement pour lutter contre ce fléau.

L'adoption du projet de décret consacre l'approbation formelle de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption et ouvre la voie à la mise en œuvre des actions préconisées. La mise en place de mé-

canismes de suivi et d'évaluation permettra de mesurer les progrès réalisés et d'apporter les ajustements nécessaires pour assurer l'efficacité de la stratégie. L'adoption de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2023-2027 marque une avancée cruciale vers une gouvernance transparente au Mali. En s'appuyant sur des axes stratégiques solides, cette stratégie vise à renforcer la gouvernance, à prévenir les actes de corruption, à réprimer les comportements illégaux et à favoriser une communication efficace. Sa mise en œuvre permettra de promouvoir la transparence, l'intégrité et la responsabilité dans la gestion des affaires publiques, contribuant ainsi au développement durable et à la confiance des citoyens dans les institutions du pays.

**Moctar Sow**

## La menace est globale

# La communication gouvernementale doit l'être !



**L**a guerre qui nous est imposée, sans conteste, relève de la volonté de la France de garder ce qu'elle croit être sienne : le Nord du Mali et ses richesses. Tant pis pour les vies humaines.

Ce qui est utilisé pour cacher cette volonté qui date de 1957, année de la création de l'Organisation Commune des États Riverains du Sahara (OCERS), est la légitime revendication d'une communauté à vivre pleinement sa spécificité dans une nation malienne. Elle même instrumentalisée depuis 1958, à travers la lettre du Cadi de Tombouctou, adressée au Général De Gaulle. Dans cette lettre, initiée par les militaires colons réticents à toute idée d'indépendance des colonies, le Cadi

de Tombouctou et 300 signataires, disent préférer rester des musulmans français, plutôt que d'être dans une entité indépendante dirigée par des noirs, desquels ils sont différents par tout, y compris l'éthique ! Du pur racisme ! Jamais condamné, que le MNLA a repris dans le préambule de sa plateforme politique. Voilà, pourquoi j'affirme que le MNLA, aujourd'hui la CMA sont des créations de la DGSE française ! Tant d'anachronisme n'a aucun sens aujourd'hui au Mali et particulièrement à Tombouctou où la paix et les civilités ont toujours régnées entre les communautés.

La connexion entre la volonté néo coloniale de la France et les revendications légitimes, s'est faite par le

biais de mouvements armés, qui, à partir de 1992, sont devenus de véritables machines de trafics en tout genre, animés au trois quart, par des renégats à leurs propres communautés et des traîtres au Mali. Ils sont devenus des affidés d'une dynamique géopolitique et géostratégique, en fait, qui les dépasse aujourd'hui ! Ils n'en ont ni l'intelligence, ni la capacité d'appréhension holistique des phénomènes. Par contre, les retombées sonnantes et trébuchantes sont appréhendées et bien gérées. Par des individus.

Ces acteurs endogènes doivent savoir que ni leurs communautés, ni aucune autre au Mali, ne compte pour les acteurs exogènes de cette dynamique dont le chef de file demeure, les États-Unis d'Amérique et la machine de guerre l'OTAN.

Oui, aujourd'hui, c'est l'OTAN qui est à la commande au Mali. Or les relations entre l'OTAN et le système des Nations Unies, notamment les casques bleus (la MINUSMA) au Mali sont plus qu'ambiguës. Il faut noter que c'est le retrait de la Minusma, à la demande du Mali qui est à l'origine de la reprise des hostilités. Les terroristes en intelligence avec la CMA, de façon ouverte, attaquent les forces armées maliennes, les populations civiles, les infrastructures et les équipements de développement du pays.

- Que dit la communauté internationale ? Rien? Quelle hypocrisie !
- Que disent les partis politiques maliens et la société civile? Allons aux élections! Pitoyable ! Que les politiciens se rassurent, aucun d'entre eux dans cette posture qui confine à la collaboration, ne sera le commandant



en chef des forces armées et de défense du Mali !

- Que disent l'UA et les organisations sous régionales africaines ? Libérez Bazoum ou nous allons le Niger! Effarant de manque de bon sens et de l'amour pour l'Afrique !
- Que dit-on à Bamako ? La vie est chère, le prix de l'oignon a augmenté ! Consternant de manque de bon sens et de solidarité ! D'autres maliens se demandent au même moment, est-ce que je serai vivant demain? Hey! Bamako, aw ka sabali

À regarder de près, une part de responsabilité incombe au gouvernement qui est dans la communication de «bilan». Il faut en sortir et déve-

lopper une communication plus offensive et pédagogique à l'endroit de la population. Une communication qui doit porter sur les réalités géopolitiques et géostratégiques, en nommant un chat, un chat!

Dans cette optique, le gouvernement doit communiquer sur l'appui de la France aux terroristes sur ce qu'est l'OTAN et quelle guerre d'influence est menée par elle au Sahel pour contrer la Russie !

Il est évident que la France aujourd'hui est en arrière plan et que c'est l'Oncle Sam qui est à la manette, d'où sa stratégie au Niger, la consolidation de sa position au Maroc et le projet de base militaire XXL à Dakar! Enfin, tout le monde sait que l'Oncle Sam a, sur sa liste noire, une appréciation sélective du

terrorisme, des terroristes et des djihadistes.

Au Mali en guerre, d'en être conscient. Cela n'est possible que par une communication courageuse du gouvernement, un engagement des partis politiques et de la société civile.

L'ennemi doit être clairement identifié, toutes convenances diplomatiques à part! C'est là notre salut, car c'est cela qui mobilisera conséquemment la population.

**Seydou Traoré**

Ancien ministre Mali 2002 2007  
Chevalier de l'Ordre National du Mali 2009

## Classe politique malienne : Faire sa mue ou périr

**« Le renouvellement de la classe politique ne consiste pas à remplacer des vieux par des jeunes, mais à renverser l'échelle des valeurs afin de remplacer l'immoralité par la moralité ; malhonnêteté par l'intégrité ; trahison par le patriotisme... Voilà le vrai renouvellement » ! Une pensée politique attribuée à Sidya Touré, président de l'Union des forces républicaines (UFR) lors d'une sortie médiatique le 8 juillet 2022. Dans le cas malien, cet inévitable renouvellement doit se traduire notamment par la rédemption et la prise de conscience de la responsabilité à assumer pour par exemple préserver les atouts de cette transition qui a imposé beaucoup de sacrifices aux Maliens.**

**D**u renouvellement de la classe politique, il en est question en République de Guinée. Tout comme cette quête de rajeunissement de la classe politique est aussi au centre du débat dans notre pays depuis des décennies, notamment depuis le putsch du 18 août 2020. Et cela d'autant plus que ce coup de canif au processus démocratique (le second en 11 ans, après celui de mars 2012) marque l'échec total des dirigeants politiques du Mali.

Le dépit politique est plus que jamais palpable en ce moment où il est question de prolonger encore la transition (au-delà de février 2024) afin de mieux organiser les

élections. Et les Maliens craignent tellement le retour des politiciens aux affaires qu'ils sont nombreux à souhaiter une prolongation de la transition ou que l'opportunité soit offerte au Colonel Assimi Goïta de se présenter à la prochaine présidentielle, se faire élire afin de parachever la refondation de l'Etat et éviter tout retour à la case départ dans quelques années.

Revenant à la pensée de Sidya Touré, si le renouvellement de la classe politique devait seulement consister à «remplacer des vieux par des jeunes», nous sommes convaincus qu'il aurait peu d'impact en termes de réconciliation des Maliens avec

la politique. Et cela d'autant plus que les jeunes qui sont supposés prendre alors la relève ne sont pas idéologiquement mieux armés que leurs parrains et mentors. En réalité, comme ces derniers (parrains et mentors), peu d'entre eux sont venus dans l'arène politique par intime conviction.

Mais, la politique est plutôt perçue comme un puissant ascenseur socio-économique pour rapidement réaliser des ambitions qui tournent autour de la fortune afin de vivre dans un luxe ostentatoire. «Faire la politique, c'est résoudre les problèmes des citoyens, gérer leurs préoccupations», disait feu le pré-

# Parti Politique

sident Amadou Toumani Touré dit ATT. Mais quel est ce leader politique malien qui pense et se comporte comme tel ?

En absence de toute idéologie politique, nos apprentis politiciens ont été forgés dans la moule du «tagninin» (cupidité, l'appât du gain facile). Ce qui fait que cet ardent désir de se réaliser socialement et économiquement l'emporte toujours sur leur vraie mission devant être de privilégier l'intérêt général et le devenir collectif. Ce qui explique en partie que la transhumance soit un exercice très pratiqué au sein de notre classe politique où on est toujours à la recherche des aires où l'herbe est plus verte. Heureusement que la Constitution du 22 juillet 2023 sanctionne désormais le nomadisme politique d'un élu. «Tout député ou tout sénateur qui démissionne de son parti politique ou de l'organisation qu'il représente est déchu de son mandat», stipule en effet l'article 106 de la nouvelle loi fondamentale.

**Quand l'idéologie politique se noie dans la cupidité, mégalomanie et démagogie**

A qui la faute ? A ces jeunes, on a

surtout appris à se servir d'abord dès que l'opportunité se présente avant de penser à la masse à laquelle ils ne pensent d'ailleurs qu'en période électorale. Cupidité, mégalomanie et démagogie ont pris la place de l'idéologie dans leur engagement politique ! D'où la nécessité d'un «renversement de la pyramide des valeurs». Comme on le voit, il ne suffira pas juste de mettre à la touche les acteurs issus du Mouvement démocratique des années 90 pour assainir la politique malienne. Le renouvellement, c'est faire de la place à de vrais leaders (jeunes ou vieux, femmes ou hommes) conscients de leur responsabilité dans la consolidation du processus démocratique, dans le développement socio-économique du pays en faisant de la gouvernance vertueuse une référence.

«Identifier ses valeurs permet de vivre sa vie de manière authentique et cohérente avec soi-même. Ce sont elles qui, au quotidien, motiveront les actions et vous aideront à les prioriser, en mettant en avant celles qui les satisfont», a souligné Laurent Lagarde, traducteur et auteur, dans l'une de ses communications. Et de préciser, «les valeurs créent une charge émotionnelle né-

gative (potentiellement très puissante) lorsqu'elles sont menacées et positives lorsqu'elles sont mises en œuvre. On peut en effet se battre pour défendre ses valeurs». C'est pourquoi, a indiqué l'éminence grise, «la définition de la pyramide des valeurs est utile» pour atteindre ses objectifs, réaliser ses ambitions. Donc, de mieux accomplir la mission qu'on s'est assignée qui vous a été confiée.

Mais, avant même de parler de valeurs, faudrait-il que les acteurs aient une définition correcte de la politique. Celle-ci (politique) porte sur les actions, l'équilibre, le développement interne ou externe de cette société, ses rapports internes et ses rapports à d'autres ensembles. Pour les analystes, «la politique est donc principalement ce qui a trait au collectif, à une somme d'individualités ou de multiplicités». Tout comme le rôle essentiel des partis est aussi de participer à l'animation de la vie politique. Ils sont les intermédiaires entre le peuple et le gouvernement.

Les partis ont aussi une fonction de direction. Ils ont pour objectif la conquête et l'exercice du pouvoir

afin de mettre en œuvre la politique annoncée. Si dans les régimes pluralistes (où existent plusieurs partis) la conception traditionnelle est que le pouvoir exécutif est chargé de l'intérêt national indépendamment des partis, ceux-ci assurent bien la conduite de la politique nationale par l'intermédiaire de leurs représentants au gouvernement et dans la majorité parlementaire. Ils légitiment et stabilisent le régime démocratique en assurant son fonctionnement correct. Animateurs du débat politique, ils contribuent aussi à structurer l'opinion publique.

De plus, avec la tendance à la professionnalisation de la vie politique,

les partis ont acquis un rôle de sélection des responsables appelés à gouverner. Nos partis politiques jouent-ils réellement toutes ces fonctions et missions ? La réalité est que, depuis quelques années, on note une certaine désillusion des citoyens envers ces partis qu'ils ne considèrent plus forcément comme leurs meilleurs représentants ou intermédiaires. L'augmentation du taux d'abstention aux différentes élections traduit peut-être cette réalité.

En termes de renouvellement, les Maliens attendent beaucoup (probablement trop) des hommes politiques. Ils voudraient de vrais

leaders, donc des hommes et des femmes parfaitement intègres, mettant en avant des valeurs morales, et tout dévoués à la prise en charge de leurs préoccupations. Les citoyens voudraient que les politiciens du pays soient de vrais acteurs du changement devant aboutir à leur épanouissement et à l'émergence socio-économique du pays. Ainsi, à notre avis, il faut voir le renouvellement en termes de rédemption, de prise de conscience par rapport à la responsabilité qu'impose tout engagement en politique !

**Moussa Bolly**

Source : Le Matin

## Semaine Nationale de la Réconciliation (SENARE) : Le sort de l'accord d'Alger inévitablement fixé à la prochaine édition

**Après le lancement de la 1re édition le jeudi 15 septembre 2022, le Mali s'apprête à organiser du 15 au 21 Septembre prochain, la deuxième édition de la Semaine nationale de la réconciliation (SENARE). Une initiative des plus hautes autorités de la transition pour soutenir les efforts de paix et de réconciliation sur le terrain. Plus que jamais, l'édition de cette année est confrontée à des défis majeurs de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, surtout dans le contexte actuel de rupture de confiance entre les parties signataires.**

« Les Guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix », acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

En effet, c'est dans cet esprit qu'est initiée la Semaine nationale de la réconciliation (SENARE). Parallèlement aux actions sur le terrain, les plus hautes autorités de la transition ne cessent de poser des actions dans le cadre de la recherche de la paix et la réconciliation au Mali afin de vaincre pour de bon cet épisode de violences que vit la population depuis plus d'une décennie. Une guerre qui nous est imposée de l'ex-

térieur, diront même certains. En tout cas, peu importe la puissance de feu de son armée, il arrivera un moment où il faut s'asseoir avec son adversaire autour d'une même table pour discuter des vrais problèmes qui vous opposent et les apporter des solutions justes et équitables si de bonne fois vous voulez mettre fin aux Hostilités. C'est le seul gage d'une paix durable dans un pays puisqu'il faut en être convaincu que la solution armée ne repousse les problèmes que de quelques années de retard si le mal n'est traité en toute responsabilité et avec des solutions appropriées.

C'est pourquoi, lors de la Conférence d'entente nationale, tenue en 2019, les Maliens ont demandé l'institu-

tion d'une Semaine nationale de la réconciliation afin de trouver les racines du mal et les circonscrire pour de bon. « Une lueur d'espoir pour le Mali dans sa démarche courageuse pour la réconciliation et la paix » s'était réjoui, le président de la transition, le Col. Assimi Goïta, lors du lancement de la première édition de cette initiative, le jeudi 15 septembre 2022, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB).

A juste une année après, le Mali est encore soumis à de rudes épreuves du vivre ensemble et de la cohésion sociale. En plus du terrorisme, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger est à la case du départ pour ne pas



dire qu'il vit son dernier souffle. La mission des Nations unies pour la paix de l'ONU est en train de plier bagages et le cessez-le-feu signé en 2014 n'est plus d'actualité.

Quel sort pour les populations civiles, partir en exil ou subir le même châtement que l'attentat du 7 septembre dernier ou des centaines de vies ont péri de la façon la plus cruelle et barbare tels que bois consumés par un feu de brousse.

N'est-il pas temps que des Maliens, du moins, ceux qui prétendent agir au nom d'une quelconque circonscription s'assillent enfin sur le sort des habitants de ces prétendus territoires pour ne pas avoir à diriger le Néant dans un avenir proche.

La population civile ne peut plus continuer à vivre le martyr des intérêts égoïstes et personnes. Car, il faut le dire, la plupart de ceux qui tirent les ficelles de cette crise malienne vivent généralement loin du champ de bataille. Les cadres et leaders de tous mouvements indépendantistes ou milices armés sont logés avec toutes leurs familles soit

à Bamako ou dans un étranger.

La France qui est couramment citée dans cette crise est, elle aussi, à milliers de Km du Mali à plus forte raison des citoyens français meurent pour cette cause. Au-delà français lambda, plus aucun militaire français ne va laisser sa peau dans a crise malienne car c'est fini pour l'opération française au Mali. Paix à l'âme de toutes les victimes de la crise malienne.

Certes le mal est profond, mais il ne faut jeter le bébé avec l'eau de bain aucun sacrifice n'est de trop pour la paix et toutes les parties ne sont pas des va-t-en guerre.

Déjà, certains en ont marre de cette situation qui n'a que trop duré y compris certains groupes armés.

En effet, dans un communiqué publié, le 10 septembre 2023, une partie du Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD), décidément la branche radicale, a rejeté l'initiative de paix et de réconciliation (cessez-le-feu) établie entre les

filis d'une même nation. Heureusement qu'il y'en a encore parmi eux, le MSA qui, tout en désolidarisant, appelle à rompre avec toute attitude belliqueuse. « Le MSA inquiet de la recrudescence de la violence appelle tous les acteurs à privilégier le dialogue comme seule voie de résolution des conflits » a indiqué ce mouvement.

Il est temps que ceux qui sont pour la cohésion sociale se démarquent pour mettre en place une autre alternative que l'accord d'Alger, d'autant plus que l'Accord en question n'interdit pas lui-même sa propre relecture.

Tout le monde sait que l'accord en l'état est caduc, inapplicable, d'où l'expression « l'application intelligente de l'Accord ».

Une grande problématique qui sera sans doute discutée au menu de la prochaine Semaine Nationale de la Réconciliation au Mali.

**Issa Djiguiba**  
Source: LE PAYS

## Ça se passe au grin : Qu'est-ce qui ne va pas ?

Les autorités du pays ont décrété trois jours de deuil national suite à la série d'attaques revendiquées par le JNIM, un groupe terroriste, lié à Al-Qaïda au Maghreb Islamique.

**J**eudi, deux attaques ont visé le camp militaire de Bamba (région de Gao) et un bateau qui naviguait dans le cercle de Rharous (région de Tombouctou). Vendredi, à Gao, c'est un camp de l'armée malienne et l'aéroport qui ont été pris pour cibles. Plusieurs victimes sont à déplorer.

La situation actuelle au Mali dépasse l'entendement des membres du grin. Ils ne savent plus à quel saint se vouer. Ils disent avoir à l'époque, accusé ATT et IBK d'impuissance face à cette même dégradation sécuritaire.

Aujourd'hui, avec les colonels aux commandes, les membres pensaient que les FAMA et Wagner avaient au moins 70 % de contrôle de la situation sécuritaire du pays et qu'on n'allait jamais revoir des attaques d'une telle envergure. Mais, les récentes attaques ont prouvé le contraire.

Ce que les membres trouvent anormal, c'est qu'en dépit de nos équipements militaires sophistiqués, nos drones et nos avions militaires, les jihadistes nous infligent des dégâts ou qu'on ne parvient jamais à voir venir.

"Il est grand temps que nos autorités nous expliquent sans tabou ce qui ne va pas réellement pour qu'ensemble nous trouvions une solution", disent-ils. Les membres avaient espéré que le départ de Barkhane et de la Minusma permettrait à nos militaires et leur partenaire d'être maîtres des lieux. Toutefois, ces récents et douloureux événements indiquent que la tâche reste plus difficile qu'on imaginait.

**Ibrahima Ndiaye**

Mali Tribune



## Contribution

# La laïcité la plus bête du monde !

**L**es Etats-Unis et l'Angleterre, considérés pourtant comme étant au top de l'expression démocratique dans le monde, seraient-ils en revanche des états peu respectueux des principes qui fondent la laïcité ? Oui sans réserve, du moins si l'on se réfère à la laïcité telle qu'elle est (ré)définie en France...

Depuis une loi votée en 1956, les Etats-Unis ont pour devise nationale « In God we trust », devise inscrite sur leurs billets et pièces, et leur président prête serment sur la Bible. En Angleterre l'Eglise anglicane est l'Eglise d'état et la monarchie anglaise a une devise, en français, qui remonte à des siècles mais reste toujours d'actualité : « Dieu et mon droit ».

### La laïcité ce n'est pas l'athéisme !

Le directeur de la Banque Mondiale, Ajaypal Singh Banga, est un citoyen américain d'origine indienne, mais c'est aussi un pratiquant de la religion sikhe et il porte un Dastar, le turban sikhe, pour tenir ses cheveux qu'il ne coupe jamais. Il le porte dans l'exercice de ses fonctions, y compris lorsqu'il est en tournée à l'étranger. S'il était français, il ne serait probablement pas admis dans la fonction publique et, malgré son statut de plus haut fonctionnaire international du monde, il a peu de chances d'être autorisé à franchir les portes d'un collège ou d'un lycée français, de peur qu'il n'y propage un prosélytisme religieux sikhe.

Le Procureur de la Cour Pénale Internationale, Karim Khan, est citoyen britannique, il est de père d'origine pakistanaise et musulmane et il n'est pas rare de le voir, y compris quand il est en déplacement officiel comme ce fut le cas lors de sa visite au Sénégal, porter une « tenue islamique », puisque c'est le nom qu'on donne en France à tout habit inspiré



par les costumes traditionnels du Maghreb ou du Moyen Orient. S'il était français sa tenue aurait, pour le moins, soulevé l'ire de beaucoup d'hommes et femmes politiques français, telle Nadine Morano qui ne pouvait pas supporter les robes fleuries et les tresses de Sibeth Ndiaye, alors porte-parole du gouvernement français...

La laïcité n'est pourtant pas l'athéisme, il y a, nous rappelle un observateur avisé, une autre façon de rassembler les citoyens d'un état que de manifester son indifférence aux croyances, c'est de créer entre eux un point commun qui est le fait de croire. On peut donc se demander, en observant comment elle est interprétée, si on ne pouvait pas dire de la laïcité à la française ce que Guy Mollet disait de la droite française : à savoir qu'elle est la plus bête du monde. Le cadre de

cet article, destiné principalement à poser des questions plutôt qu'à répondre à toutes, ne nous permet pas d'en donner la preuve mais il est incontestable que la conception que l'on se fait de la laïcité, dans la France aujourd'hui, est l'une des plus radicales parmi celles de tous les autres pays européens et qu'elle comporte des incohérences et des paradoxes.

C'est une conception qui va au-delà des objectifs que s'étaient fixés les initiateurs de la loi du 9 décembre 1905 et qui étaient la séparation de l'Eglise et de l'Etat, celles des institutions publiques et des organisations religieuses, et se faisant, la reconnaissance de la liberté de conscience et du libre exercice des cultes. C'est une conception qui va même quelquefois à l'encontre de l'esprit de cette loi puisque l'état français s'est arrogé le droit d'in-

tervenir dans l'organisation du culte musulman, et lui seul, en lieu et place du cadre associatif.

### Un catalogue La Redoute des tenues!

En France la laïcité ne pointe souvent son nez que pour stigmatiser des signes qui pour la plupart sont plus culturels que culturels et quelquefois préislamiques. Il y eut le voile dit « islamique », la burqa, le burkini, le bandana (ce qui est un comble car il s'agit là d'un artifice d'origine indienne ou américaine) et il y a maintenant l'abaya. Qu'importe que des autorités musulmanes, françaises, compétentes, aient affirmé avec force que cette dernière était une tenue qui relevait davantage d'un effet de mode propagée par les réseaux sociaux que de l'Islam, et que de toute façon, « dans la tradition musulmane, aucun vêtement, quel qu'il soit, n'est un signe religieux en soi », l'abaya reste une tenue musulmane aux yeux de la majorité des Français et la preuve, disent-ils, c'est qu'on a vu des femmes voilées la porter ! Qu'importe que la loi de 2004 sur le port des signes religieux à l'école (et sa circulaire d'accompagnement) ne fasse pas état de l'abaya et que le ministre n'a ni la compétence de l'amender ni celle

de prendre une mesure de portée générale, qu'importe que la loi précise qu'il s'agit de juger l'intention et non le signe lui-même et qu'elle autorise le port de signes « discrets », qu'importe que la mode de l'abaya n'ait fait son apparition que dans 150 établissements sur 10.000, qu'importe qu'aucun critère n'ait été défini pour distinguer un abaya d'une robe longue, que les abayas portés par les élèves françaises n'aient rien à voir avec les tenues sombres et tristes des afghanes et que certaines soient même griffées, qu'importe tout cela : une robe longue, portée tous les jours et qu'on refuse d'ôter est forcément un abaya résume un pourfendeur de la tenue ! Au fond, une jeune fille qui prendrait la précaution de porter un abaya, un vrai, un jour sur deux et qui accepterait de l'enlever pour certains cours, devrait, automatiquement, échapper à la menace d'une exclusion !

Barack Obama avait jugé qu'il n'appartenait pas à son gouvernement de définir les tenues que devaient porter les Américains, Pap Ndiaye s'était refusé à dresser un « catalogue La Redoute » pour les élèves musulmanes, son successeur, Gabriel Attal, a décidé de consacrer ses efforts à mesurer la longueur des robes des collégiennes et des

lycéennes de France. Mais, malgré ses promesses, sa circulaire ne réglera rien et les chefs d'établissements devront affronter, seuls, la guerre contre l'abaya. Il leur faudra faire du cas par cas, dialoguer avec les élèves et leurs parents, disposer d'assez de personnel pour faire la police, lutter contre la déperdition scolaire puisque cette mesure est finalement sexiste, et surtout, puisque la circulaire précise que ce sont les motivations qu'il faut prendre en compte, juger de la volonté des « coupables » et prendre le temps d'apprécier les motivations de chacune d'entre elles afin de savoir si elles sont animées par la simple envie de suivre la mode ou par le besoin d'exprimer une revendication religieuse.

C'est peut-être un signe des temps : des dizaines de personnes ont manifesté en France pour soutenir une femme interpellée parce qu'elle s'était promené les seins nus, dans la rue et en plein jour, mais il ne s'en est trouvé aucune pour défilé en signe de protestation contre le renvoi d'une collégienne qui portait une robe dont la longueur dépassait le genou !

**Fadel Dia, écrivain**

Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

## En Afrique

# La Türkiye, la Russie et la Chine pourraient combler le vide laissé par la France

**“Il y a un sentiment anti-français croissant dans la région. La France reste l'un des principaux partenaires commerciaux des anciennes colonies. Elle est l'un des pays dont la présence ou l'absence dans la région suscite le plus de réactions”**

L'Institut d'études régionales de l'Université des sciences sociales d'Ankara, Département d'études africaines, membre de la faculté, la Professeure associée Dr Elem Eyrice Tepeciklioglu, estime qu' "aux yeux des Africains, les puissances étrangères alternatives ne seront pas les pays occidentaux, mais des pays tels que la Russie, la Chine, l'Inde ou la Türkiye. Ainsi, les anciennes colonies françaises auront la possibilité de montrer à la France qu'elle n'est pas leur seule option".

Tepeciklioglu a évalué les coups d'État successifs dans les anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale à la correspondante de l'Agence Anadolu.

Elle a indiqué qu'un nouveau coup d'État s'est ajouté à la série de coups d'État dans les anciens pays coloniaux français avec l'annonce qu'un groupe de soldats a pris le contrôle de l'administration du Gabon, pays d'Afrique centrale, le 30 août.

“Il y a un sentiment anti-français croissant au Gabon et dans la région. Le style descendant des dirigeants français est critiqué. Malgré cela, la France reste l'un des principaux partenaires commerciaux des anciennes colonies comme le Gabon. C'est pourquoi elle est l'un des pays dont la présence ou l'absence dans la région suscite le plus de réactions”, a-t-elle affirmé.

Tepeciklioglu a noté que la Russie veut accroître son influence en Afrique en termes de ressources

naturelles et de potentiel de vente d'armes, mais sa priorité n'est pas la région en raison de la guerre en Ukraine, et a poursuivi :

“Il y a un vide de pouvoir en Afrique en raison de la montée du sentiment anti-français. La Russie est prête à combler ce vide, mais elle n'est pas un acteur très efficace dans la région. Le fait que la Russie ait été l'un des pays les plus actifs sur le continent pendant la période de la guerre froide et qu'elle ne soit pas associée au colonialisme est un grand avantage. Cependant, alors que la Russie était active dans la région par l'intermédiaire de sociétés de sécurité privées, elle a aujourd'hui d'autres priorités, comme la crise ukrainienne. C'est pourquoi elle doit y transférer une grande partie de ses ressources.”

Les acteurs de la politique étrangère dans la région doivent être diversifiés

Tepeciklioglu a souligné que lorsque l'on observe les coups d'État successifs en Afrique et le sentiment anti-français croissant, on comprend que les peuples sont en quête de liberté et veulent se débarrasser de la colonisation.

“Il peut y avoir des acteurs importants en Afrique en termes de politique étrangère, mais être dépendant d'eux n'est pas bon pour les pays de la région. La Russie possède des armes de l'Union soviétique dans de nombreux pays africains. Cela crée une relation de dépendance entre la Russie et les pays de la région. En effet, ils comptent sur la Russie pour la modernisation de

ces armes, la fourniture de pièces détachées et la formation de l'armée à l'utilisation de ces armes”, a-t-elle annoncé.

Tepeciklioglu a insisté sur le fait que les pays occidentaux ne seront pas considérés comme une puissance étrangère alternative dans des pays tels que le Gabon, où le sentiment anti-français est en hausse.

“Aux yeux des Africains, les puissances étrangères alternatives ne seront pas les pays occidentaux, mais des pays comme la Russie, la Chine, l'Inde ou la Türkiye. Les anciennes colonies auront ainsi l'occasion de montrer à la France qu'elle n'est pas leur seule option. La diversification des partenaires commerciaux étrangers est très importante sur le plan économique. La France est dépendante des ressources naturelles de l'Afrique, mais si ces pays ne vendent pas leurs ressources, elle devra trouver de nouvelles alternatives”, a-t-elle ajouté.

Se référant aux allégations selon lesquelles la France envisage de reprendre le pouvoir dans la région en changeant les gouvernements en Afrique, Tepeciklioglu a déclaré :

“On sait qu'il y a eu des désaccords entre la famille Bongo au pouvoir et la France avant le coup d'État du 30 août au Gabon, mais il n'y a pas encore de preuve que le coup d'État a été soutenu par une quelconque puissance étrangère. L'armée semble avoir pris le pouvoir parce que les conditions étaient favorables.”





### La population gabonaise a accueilli avec joie la prise de pouvoir par l'armée

Tepeciklioglu rappelle que la famille Bongo est au pouvoir au Gabon depuis 1967 et qu'Omar Bongo, décédé en 2009, a été remplacé par son fils Ali Bongo.

« Alors que l'armée organisait un coup d'État, elle a soulevé le fait que le gouvernement, au pouvoir depuis de nombreuses années, ne représente plus le peuple, qu'il s'agit d'une mauvaise administration impliquée dans la corruption et qu'il y a des injustices en matière de revenus dans le pays. Ces conditions ont facilité la prise de pouvoir par l'armée », a indiqué la professeure.

En affirmant que l'élection d'Ali Bongo à la présidence pour la troisième fois n'a pas été accueillie avec joie par le peuple, Tepeciklioglu a conclu : « Le peuple n'avait pas confiance dans le gouvernement actuel. L'élection d'Ali Bongo à la présidence pour la troisième fois a été contestée et la prise de pouvoir par l'armée a été accueillie avec une grande joie. »

Après le Soudan, le Mali, le Burkina Faso et le Niger, l'armée a annoncé avoir pris le pouvoir au Gabon le 30 août après des élections contestées.

Ali Bongo Ondimba avait remporté pour la troisième fois l'élection présidentielle du 26 août.

L'administration militaire nommée

“Comité pour la transition et la restauration des institutions” (CTRI) a annoncé que l'élection était annulée et que les frontières du pays étaient fermées.

Le général Brice Oligui Nguema, commandant de la Garde républicaine, aurait été nommé à la tête du CTRI.

Pour rappel, la famille Bongo a dirigé le Gabon pendant 56 ans.

\*Traduit du turc par Nursena Karakaya

AA / Istanbul / Şule Özkan

## Des internationales maliennes racontent leur mise à l'écart de la sélection : Le Mali se fait du mal

Dans des propos rapportés par le Guardian, trois joueuses internationales maliennes, Fatoumata Karentao (capitaine), Coulouba Sogoré et Aïssata Traoré, dénoncent le traitement qu'elles ont subi de la part de leur fédération.

**P**as payées depuis 2018, elles racontent leur suspension pour avoir osé protester contre le manque de considération dont elles font l'objet, durant un match qualificatif pour les JO face au Burkina Faso en juillet dernier. A leur retour, on leur a indiqué qu'elles étaient suspendues et qu'elles ne disputeraient pas le match retour. Fatoumata Karentao évoque même des échanges avec le président de la fédération, Mamatou Touré : « Il m'a dit de publier sur mes réseaux sociaux que tout allait bien, car il avait vu mes posts. Je lui ai dit que je ne pouvais pas tant que nous n'étions pas payées. Lorsque nous étions au

Bénin, là où on a vraiment commencé à protester, il m'a dit que je serai virée dès que je rentrerai au Mali. »

Aïssata Traoré raconte pourtant que leur mise à l'écart n'a rien eu d'officielle : « C'est une honte. Je ne pouvais pas y croire. J'ai reçu un appel du coach pour nous informer de notre suspension. Nous n'avons reçu aucune lettre officielle, rien ». Comble de tout cela, les trois joueuses ont été ordonnées par SMS de revenir s'entraîner avec l'équipe nationale en vue du prochain tour qualificatif pour les JO, face à la Zambie le mois prochain. Sans pour autant avoir réglé le problème des salaires : « Je ne

sais même vraiment combien d'argent ils nous doivent. Ils n'ont absolument rien à faire du football féminin », a ainsi témoigné Coulouba Sogoré. Traoré met d'ailleurs la fédération devant ses responsabilités : « La FIFA donne des sous à la Femafoot tous les ans pour le développement du football féminin. Je demande où est l'argent ? On espère du changement un jour, mais comment ? Regardez ce qu'il s'est passé. On a protesté et on a été suspendu. »

Réduire au silence des joueuses, et espérer que ça ne sorte jamais dans la presse, ce n'est pas très mali(e)n.

sofoot.com





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous avez manqué de flair ces derniers temps. Il est essentiel de redresser la barre. Vos stratégies professionnelles ne peuvent fonctionner que si vous choisissez les bonnes personnes pour y travailler. Vous allez pouvoir corriger le tir et revoir certains de vos jugements à l'emporte-pièce. La communication est favorisée, y compris avec des partenaires dont vous n'aviez pas de nouvelles depuis quelque temps. Et si c'était le bon moment pour renouer ?



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Fusion, acquisition... le climat financier laisse augurer des gains intéressants dans votre travail. Une promotion peut être évoquée en coulisses. À moins que vous ne profitiez des largesses de votre entreprise qui veut redistribuer une partie de ses bénéfices ou que vous ne signiez un nouveau contrat. Si vous êtes employé, vous pourriez faire des heures supplémentaires lucratives ou trouver un job d'appoint. Dans tous les cas, cela vous réjouit !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous avez envie de vous reconvertir, mais la peur vous paralyse. Vous tournez et retournez cette idée dans votre esprit sans parvenir à vous décider. Les astres vous invitent à vous lancer et vous aurez un déclic très prochainement. Les débuts ne seront pas faciles, il va vous falloir beaucoup d'énergie et de persévérance, mais vos efforts seront récompensés. Vous tirerez de cette aventure une très légitime fierté.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Au travail, cette journée va vous combler. Vous pourriez obtenir plus que vous ne l'espérez. Un nouveau poste, de nouvelles responsabilités... Les planètes sont avec vous et vous aident à obtenir l'avancement tant attendu. Alors, foncez ! Vos efforts seront récompensés, que vous souhaitiez une augmentation, plus de responsabilités ou un nouveau travail !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Le ciel est avec vous et vous aide à régler des affaires ou des projets importants. Des trésors cachés se trouvent dans votre entourage professionnel. Mutualiser vos compétences et vos énergies vous permettra de fournir un travail d'excellente qualité. Tout le monde y sera gagnant, de même que la cohésion d'équipe qui s'en trouvera renforcée. Envisagez votre avenir professionnel avec sérénité, tout vous sourit.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

L'administratif occupera une grande part de votre journée. Vous avez laissé les situations traîner, et vous devrez engager la relance pour obtenir vos droits. Concentrez-vous, car les tâches vont vous sembler répétitives, voire ennuyeuses, mais tout rentrera dans l'ordre rapidement. Il vous faudra impérativement réfléchir à une réorganisation de votre vie quotidienne pour éviter à l'avenir ce genre de désagréments.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous êtes pressé que vos projets aboutissent et vous trépignez d'impatience. Saviez-vous que la précipitation est votre pire ennemie en ce moment ? Prenez le temps de vérifier tous les paramètres avant de vous lancer dans cette nouvelle idée, certes attrayante, mais pas forcément réalisable. Vous pouvez être fier de votre belle énergie, mais il faut parfois la réfréner, même si cela vous pèse. Dites-vous que c'est pour votre bien !



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La position des planètes accentue les désaccords et les conflits. Attendez-vous à une ambiance électrique au travail. Vous allez devoir prendre sur vous pour ne pas envenimer une situation déjà difficile. C'est une bonne journée pour prendre des rendez-vous à l'extérieur du bureau ou faire du télétravail. Ne vous laissez pas contaminer par la mauvaise humeur ambiante. Sur une note plus positive, des problèmes seront résolus.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Bien que votre emploi actuel vous plaise assez, vous commencez à vous poser beaucoup de questions quant à l'évolution de votre carrière. Vous avez des envies de changement et vous réfléchissez sérieusement à vous lancer dans un projet en solo. Votre pragmatisme vous pousse à vous entourer de personnes fiables et à développer un plan d'action réalisable. Bravo, vous mettez ainsi toutes les chances de votre côté pour réussir !



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Une journée sous le signe de la gratification côté travail. Si vous avez fourni des efforts particuliers pour finaliser un projet, vous serez remercié à la hauteur du travail effectué. Si vous aviez fait la demande d'une promotion ou d'une mutation, il est probable que l'on vous donne une réponse positive. Quoi qu'il en soit, vous recevez enfin la juste récompense de votre implication. Vous pouvez être fier.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez atteint un but professionnel. Désormais, pour éviter que la lassitude ne vous guette, vous vous mettez en quête de nouveaux challenges, mais vous ne savez pas par quel bout commencer. Faites-vous aider, posez des questions, vos supérieurs sont là pour vous accompagner dans une évolution méritée à votre poste. Il y a beaucoup à faire pour maintenir votre épanouissement professionnel au plus haut. Poussez les portes.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Le stress et la fatigue nuisent à votre productivité. Ces signes ne trompent pas : c'est le moment de faire une pause. Prenez un peu de repos et consacrez ce temps libre à faire des activités qui vous ressourcent. Une fois vos batteries rechargées, vous pourrez reprendre le chemin du travail. Dès votre retour, votre créativité et votre dynamisme vous vaudront des félicitations et peut-être même de nouvelles responsabilités.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 <b>Malikilé</b></p> <p><b>KASSOUB</b> invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p><b>Kamena lève le voile!</b></p>	<p>1274 <b>Malikilé</b></p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution   <b>Le rêve brisé</b></p> <p><b>Les enfants de Badalabougou servis</b></p>	<p>1275 <b>Malikilé</b></p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p><b>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</b></p>	<p>1276 <b>Malikilé</b></p> <p>Mali: <b>Baron Diop</b>   <b>Moussa Faki Mahamat</b> reçu par Assimi Goïta</p> <p><b>Amhaeta Dicko aux Nations Unies</b></p> <p><b>La grosse arnaque!</b></p>
<p>1277 <b>Malikilé</b></p> <p>Division des Femmes d'Aménagement et de protection des forêts et de la faune: <b>La Visiteuse Générale</b>   <b>1800.906.262 FCFA d'Irrégularités financières</b></p> <p><b>Projet SWVEDO et autonomisation des femmes</b></p> <p><b>242 filles et femmes installées</b></p>	<p>1278 <b>Malikilé</b></p> <p>ALGE: <b>Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation</b></p> <p><b>Economie et gestion</b></p> <p><b>Fcfa ou monnaies nationales.</b></p> <p><b>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</b></p>	<p>1279 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</b></p> <p><b>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</b></p>	<p>1280 <b>Malikilé</b></p> <p><b>Deg élèves exposés à la querelle populaire</b></p> <p><b>Les travaux débutent aujourd'hui!</b></p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23